

La destitution du maire de Bogotá, un coup d'État contre la gauche colombienne

mercredi 8 janvier 2014, par [FLOREZ L.](#), [PARATTE Dimitri](#) (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2013).

La grande machinerie de l'extrême droite colombienne tente aujourd'hui de maquiller son malaise par des moyens parajudiciaires. Le maire de Bogotá, Gustavo Petro, a ainsi été destitué par le Procureur général de la Nation, Alejandro Ordóñez, lundi 9 décembre 2013, pour une prétendue mauvaise gestion des ordures dans la zone métropolitaine de Bogotá.

Sommaire

- [Déstabiliser les négociations](#)
- [Une lutte judiciaire et \(...\)](#)

L'histoire colombienne contient une longue liste d'hommes, de femmes et de leaders politiques disparus et persécutés dans le seul objectif de taire leur quête pour une société plus juste. Aujourd'hui, les diverses formes pour museler les politicien·ne·s qui défendent la justice sociale en Colombie sont aussi autres.

Le Procureur général de la Nation - une instance disciplinaire administrative - a déclaré le maire Petro inapte à exercer toute carrière politique pour une durée de 15 ans. La raison avancée par le Procureur étant son incapacité et sa mauvaise gestion de la mairie de Bogotá, car en décembre de l'année passée la ville est restée trois jours sans ramassage d'ordures.

Déstabiliser les négociations de paix

Les croyances et positions personnelles du procureur, proche de l'ex-président Uribe sont connues. Retenir les avancées du programme démocratique de la mairie de Gustavo Petro, Bogotá Humana, est donc une attaque symbolique forte contre la gauche colombienne. D'autant plus grave que Petro représentait la réussite des négociations de paix et de la reconversion d'un ex-guérillero vers la scène politique institutionnelle. Remettre en cause ce parcours menace les espoirs des secteurs armés de la population colombienne qui participent aux négociations de paix de La Havane.

Une lutte judiciaire et populaire

La destitution du deuxième responsable politique le plus important du pays est une action administrative étudiée par le « Fiscal General » (ministère public national) afin d'évaluer si elle fait partie des attributions et des compétences du Procureur général.

Dans l'attente d'une décision judiciaire, des dizaines de milliers de personnes se réunissent sur la Place Bolivar, centre historique de Bogotá. A ces mobilisations s'unissent des mouvements de différents secteurs sociaux et une grande partie des citoyens indignés par cette attaque contre un

élu du peuple ou contre « leur commune ». Les mobilisations se sont multipliées dans tout le pays et dans le monde. En plein processus de paix, la démocratie et les processus de démocratisation doivent être plus que jamais défendus !

L. Flórez & D. Paratte

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidarités » n°240 (19/12/2013). <http://www.solidarites.ch/journal/>